

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage sur la commune de Saint-Georges-sur-Fontaine (76)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n°SGAR/19-144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision n°2020-52 du 29 mai 2020 portant subdélégation de signature à Madame Karine BRULÉ, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2020-3722 relative au projet de création d'un forage sur la commune de Saint-Georges-sur-Fontaine (Seine-Maritime), déposée par l'EARL La Charbonnerie, reçue complète le 28 juillet 2020 ;
- vu la consultation de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 5 août 2020 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de Seine-Maritime en date du 5 août 2020 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste en la création d'un forage d'environ 100 mètres de profondeur destiné au pompage de 2 000 m<sup>3</sup> d'eau par an en moyenne, soit un débit d'exploitation escompté de 3,5 m<sup>3</sup>/h, pour l'abreuvement de chevaux et l'arrosage de la carrière d'un centre équestre sur la commune de Saint-Georges-sur-Fontaine dans le département de la Seine-Maritime ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement concernant les « *forages en profondeur [...]* » qui soumet à un examen au cas par cas les « *forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieur ou égale à 50 m* » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

**Considérant** que le projet consiste en une foration de 100 mètres de profondeur environ, qui sera équipée d'une pompe électrique immergée ; que le dispositif prévoit une cimentation annulaire du forage d'une profondeur de vingt mètres ainsi qu'une dalle de béton pour sécuriser et étanchéifier le forage ; qu'un compteur d'eau sera installé sur le forage ;

**Considérant** la localisation du projet en dehors de tout site ou de toute zone d'inventaire ou de protection au titre de la biodiversité et des paysages notamment en dehors de tout site Natura 2000, en dehors de tout réservoir ou corridor écologiques identifiés au schéma régional de cohérence écologique et en dehors de toute zone de risques naturels identifiés ;

**Considérant** que la masse d'eau souterraine visée, dite « *Craie altérée de l'estuaire de la Seine* » n'est pas concernée par une zone de répartition des eaux (ZRE) imposant des restrictions quantitatives à l'usage des eaux souterraines ; que le toit de la nappe de l'Albien-Néocomien, concernée par une telle ZRE, se situe à plus de cent mètres en dessous du forage prévu et qu'elle ne sera donc pas affectée par celui-ci ;

**Considérant** que le risque de pollution de la nappe lors de l'exploitation est pris en compte par la réalisation d'une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage, ainsi que par la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage ;

**Considérant** que les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration, qui prévoient notamment l'observation de distances de sécurité entre la tête du forage et certaines installations, seront respectées ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## **DÉCIDE**

### **Article 1er**

Le projet de création d'un forage sur la commune de Saint-Georges-sur-Fontaine (76) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 20 août 2020

Pour le préfet de la région  
Normandie et par délégation, pour  
le directeur régional de  
l'environnement, de  
l'aménagement et du logement

Karine BRULÉ

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Madame la ministre de la Transition écologique et solidaire  
Ministère de la Transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*